

BONNE ANNÉE, CHER LECTEUR !

Puisqu'il est d'usage, lors du jour de l'an, de prendre de bonnes résolutions pour l'année nouvelle, supposons que l'on renonce à pratiquer la politique de l'autruche et que l'on s'attelle enfin à prendre en mains notre avenir.

Imaginons que nous cessions, en France, d'imputer tous nos maux au contexte extérieur : hier aux chocs pétroliers, aujourd'hui à la mondialisation et à la féroce concurrence qu'exercent sur nous les nouveaux pays en développement rapide, la Chine en premier lieu. Imaginons que nous cessions d'attendre notre salut d'une hypothétique croissance économique élevée et durable venant des États-Unis, entraînant dans leur sillon les économies européennes et résolvant, comme par enchantement, tous nos problèmes intérieurs.

Alors, sans doute, serions-nous amenés à faire un premier constat élémentaire, ne fût-ce qu'à l'aide de quelques analyses comparatives empruntant au simple bon sens. À constater, par exemple, que confrontés à des évolutions démographiques de même nature et plongés dans le même environnement extérieur, les pays européens ont, au cours des 30 dernières années, fait preuve de performances en termes de création d'activités et d'emplois très différentes.

Révélateurs sont, à cet égard, les taux d'emploi : avec d'un côté les pays

scandinaves, à un moindre degré le Royaume-Uni et les Pays-Bas, où le taux d'emploi, qui se situait déjà en 1970 autour de 70 %, n'a cessé d'augmenter ; d'un autre côté les pays comme l'Allemagne, la France, a fortiori l'Italie ou l'Espagne, où le même taux d'emploi se situait au même moment aux alentours de 60 % et, au mieux, s'est péniblement maintenu à ce faible niveau.

Comment expliquer cela sinon en soulignant, une fois de plus, que les performances des nations, des territoires, des organisations, dépendent avant tout de leur capacité à résister aux chocs extérieurs et, plus encore, de leur capacité à mobiliser leurs énergies autour d'un projet partagé. Non à surfer en permanence sur la vague de la conjoncture et des modes éphémères. Non à faire de la flexibilité, du juste-à-temps et du contrôle de gestion — quelle qu'en soit l'utilité incontestable — leurs seuls objectifs stratégiques.

Leurs performances — c'est évident — dépendent de leur capacité à se doter d'un projet à long terme digne de ce nom, autour duquel on puisse mobiliser les compétences, les intelligences, les bonnes volontés..., une mobilisation suffisante pour ne pas, au moindre incident, sombrer dans le désespoir, se trouver tétanisé ou, pire encore — et la

situation est fréquente — épuiser ses forces dans des combats fratricides.

Certaines entreprises, depuis longtemps, ont compris cela : et la nécessité de la veille (honnis soient ceux qui pensent que l'on peut faire de la prospective *in vitro*) et celle de la stratégie qui exige une évaluation minutieuse de ses marges de manœuvre, la définition d'un objectif à moyen et à long terme qui confère du sens et de la cohérence aux actions quotidiennes, anime les équipes, soude les équipages.

Rien de tel à la tête de l'État, en France du moins, qui semble hagard, surfant en permanence sur les événements, cherchant à chaque instant à coller à une opinion publique dont on connaît le caractère volatile, fugace et capricieux. Alors on pratique — contraintes budgétaires obligent — un gel indifférencié des dépenses. On ne change en rien les structures qui, tout au contraire, prolifèrent et finissent par constituer un maquis politico-institutionnel infernal auquel plus personne ne comprend rien. Et, faute de priorités, nous entretenons à grands frais des armées sans objectifs ni moyens de fonctionnement.

On bricole par-ci par-là quelques mesures en attendant qu'une soudaine embellie résolve, comme par enchantement, les problèmes que l'on a entretemps enfouis dans les tiroirs. Et lorsque apparaissent de nouveaux défis, l'on crée des commissions, des comités, l'on annonce le cas échéant des lois d'orientation dont — diable ! — on se demande après coup quelle pourrait bien en être la substance.

Ne voit-on pas pourtant, en France, la situation pourrir ? Ne voit-on pas que, désormais à brève échéance, des explosions majeures risquent d'inter-

venir, y compris, par exemple, du fait de la conjonction dans les toutes prochaines années d'un sous-emploi endémique et d'un vieillissement démographique qui sera brutal et d'autant plus précoce que, en dépit des réformes des systèmes de retraite, l'on continue à pratiquer allègrement les cessations anticipées d'activité professionnelle...

Ne voit-on pas que le système productif français se délite, que le tissu social se déchire, que la société s'émiette et que, en l'absence de perspectives un peu encourageantes, chacun sous tente se recroqueville, s'accommode comme il peut des événements, souvent au prix d'un bricolage dans lequel se mêlent le meilleur comme le pire.

Qu'attendent les Français pour se mettre en mouvement ? Un leader providentiel et charismatique imposant — à quel prix ? Un nouvel ordre ? Un miracle venu d'ailleurs ? « Une bonne guerre » comme diraient les anciens qui rappellent à qui veut bien l'entendre que la France n'est capable de se transformer qu'au prix de chocs violents ? « Une pilule du bonheur » qui nous permette d'attendre que la mort nous emporte d'une manière sereine ? N'a-t-on pas conscience des dangers que recèlent ces leurres collectifs ?

Le futur n'attend pas. Et si nous ne voulons pas le subir, il est urgent de nous atteler à le construire, chacun à son niveau tissant avec les autres des alliances à somme positive. Ainsi, peut-être, celle qui fut désignée comme « la France d'en bas » suscitera-t-elle une dynamique nouvelle entraînant dans celle « d'en haut » un réveil salutaire.

Hugues de Jouvenel